

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—L'ACCUSATION DU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU QUANT AU SIPHONAGE PAR
LE CANADA DES COMPÉTENCES DES PAYS EN VOIE DE
DÉVELOPPEMENT—LA RIPOSTE DU CANADA

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, le 19 mars, j'ai demandé au secrétaire d'État chargé des Affaires extérieures (M. Sharp) de commenter le rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, au comité de l'ONU de la science et de la technologie, intitulé «Émigration de compétences des pays en voie de développement aux pays développés». Le rapport nomme le Canada comme l'un des pays avancés qui profitent de cette migration des grandes compétences des pays en voie de développement.

Le problème, que l'on désigne par siphonage des cerveaux, préoccupe beaucoup l'ONU, car les personnes les mieux aptes à développer les pays pauvres du monde sont souvent celles qui émigrent. Par exemple, de 1968 à 1972, sont venus au Canada 2,178 infirmières des Philippines, 450 médecins des Indes, 666 enseignants de Chine et de HongKong et 1,601 enseignants des Antilles.

Il importe d'adopter une attitude responsable envers le problème dans son ensemble. Tous les immigrants sont les bienvenus au Canada et je ne veux d'aucune manière refuser à quiconque son droit d'émigrer. Le problème comporte cependant de lourdes conséquences. Comme le précise le rapport du secrétaire général:

● (2200)

Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada reçoivent en cadeau des pays en voie de développement toute une série de personnes formées dont l'éducation a coûté cher à ces pays et dont l'apport aux populations des pays industrialisés est très important dans le domaine des services médicaux. Il est impossible de calculer le gain financier que cela représente pour les pays récipiendaires. Il est clair, cependant, que, pour la plupart, le gain total est de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars par an.

Examinons un instant l'émigration des médecins: les médecins peuvent augmenter leur revenu en émigrant, même s'ils se trouvent en moyenne au bas de l'échelle des revenus pour les médecins des pays industrialisés. Le paradoxe manifeste est qu'ils quittent des pays où l'on a grand besoin de leurs services pour des pays qui ont beaucoup plus de personnel médical. Autrement dit, quelques pauvres pays en voie de développement consacrent leurs rares ressources à l'éducation coûteuse d'un groupe professionnel extrêmement important dont beaucoup de membres émigrent pour toujours vers quelques pays industrialisés.

L'émigration de personnes hautement qualifiées est donc, à raison, ressentie par certains pays comme une menace sérieuse à leur essor. En bref, nombreux sont les pays en voie de développement qui voient nombre de leurs ressortissants qualifiés contribuer à l'épanouissement des pays industrialisés, alors qu'ils en ont tant besoin.

Tout cela, de dire M. Waldheim, soulève le problème de l'équité et du bien fondé des programmes d'aide des pays riches. Car le problème du «siphonage des compétences» n'est qu'un des symptômes d'un mal beaucoup plus grave, dont souffre l'expansion des pays en voie de développement. Dans le monde entier, les nombreuses personnes de

Ajournement

valeur devraient être encouragées à relever les défis qui se posent dans leur propre pays. Le problème du «siphonage de compétences» doit être intégré dans une nouvelle optique de justice sociale internationale. Ce n'est qu'ainsi que l'on obtiendra paix, liberté et justice sur la terre.

Nous devons nous demander s'il est socialement juste que le Canada impose des règlements restrictifs en matière d'immigration, comme ce fut le cas le 21 février. En vertu de ces règles, les immigrants sans garant doivent prouver que le pays a besoin de leur compétence professionnelle avant d'être acceptés. En rattachant l'immigration de si près au besoin de main-d'œuvre, la politique canadienne ne va-t-elle pas à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement précisément de la manière contre laquelle s'élevait M. Waldheim? Notre politique est inévitablement discriminatoire à l'égard des parties du monde dont la population n'est pas blanche et qui ne sont ni industrialisés ni riches, parce qu'en général, la population de ces régions est exclue du Canada, alors que les plus instruits sont bienvenus. Ainsi, le Canada, comme d'autres pays occidentaux et riches, se réserve les personnes les plus essentielles à la modernisation de leur pays. C'est la conséquence d'une politique d'immigration où les indicateurs économiques ont la priorité.

Dans la révision de l'immigration actuellement en cours, les Canadiens se voient poser la question primordiale: «Quelles sont nos responsabilités internationales?» Monsieur l'Orateur, je prie instamment le gouvernement et tous les Canadiens consciencieux d'envisager les politiques d'immigration et les politiques démographiques dans l'optique de cette question générale. Le monde change plus rapidement que nous ne pouvons le percevoir et les solutions partielles sont inappropriées.

L'homme riche a créé plus de richesse que Crésus n'aurait pu en rêver, mais au prix d'une misère plus lourde que le monde ne peut en supporter. Des centaines de millions de gens qui vivent dans les pays en voie de développement, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, sont dans un dénuement dont aucune série de statistiques ne pourrait même donner une idée. Les riches se disputent pour du beurre; les pauvres ne peuvent même pas se permettre des engrais. C'est un scandale incroyable.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait un excellent discours lors de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies le 11 avril dernier. Il a promis une aide canadienne accrue aux régions émergentes les plus défavorisées. Je le félicite de ce discours et je recommande instamment au gouvernement d'apporter une contribution aussi éclairée au prochain congrès mondial sur la démographie. Les solutions démographiques seules, les politiques en matière d'immigration seules, l'aide étrangère et les politiques commerciales seules ne réussiront pas à secourir les deux milliards de personnes dans une centaine de pays sous-développés; seule une politique unifiée de développement mondial répondra à ce défi général. Nous devons relever ce défi et tous les parlementaires devraient aider le Canada à donner le ton sur le plan international en faisant disparaître les inégalités inhumaines qui existent actuellement.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je voudrais féliciter de député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) d'avoir soulevé cette question et de son excellent exposé à l'appui de la question qu'il posait l'autre jour au sujet du rapport du Secrétaire général. Je suis d'accord sur la plupart de ses remarques, mais on me permettra peut-être de faire quel-